

Eau publique, eau d'avenir

L'Observatoire des multinationale, le Transnational Institute de l'UniversitÃ© de Greenwich et cinq partenaires europÃ©ens publient la version franÃ§aise d'un livre pionnier sur la remunicipalisation dans le monde : Eau publique, eau d'avenir. L'expÃ©rience mondiale de la remunicipalisation.

L'ouvrage associe des chercheurs, des dirigeants de services publics de l'eau, des syndicalistes et des militants de la sociÃ©tÃ© civile. Juin 2015.

Titre

Eau publique, eau d'avenir

L'expÃ©rience mondiale de la remunicipalisation

Auteurs

Sous la direction de

Satoko Kishimoto

Emanuele Lobina

Olivier Petitjean

Ã‰diteur

Collectif

ISBN

979-2-021-227864

Pages

160

Sortie

juin 2015

PDF

tÃ©lÃ©chargement

COLLECTIF

À

L'Observatoire des multinationale, le Transnational Institute de l'Université de Greenwich et cinq partenaires européens publient la version française d'un livre pionnier sur la remunicipalisation dans le monde : Eau publique, eau d'avenir. L'expérience mondiale de la remunicipalisation. L'ouvrage associe des chercheurs, des dirigeants de services publics de l'eau, des syndicalistes et des militants de la société civile.

Sa version anglaise, publiée en avril 2015 à l'occasion du Forum mondial de l'eau de Sâo Paulo, a montré qu'au cours des quinze dernières années, au moins 235 cas de remunicipalisation de l'eau ont eu lieu dans 37 pays, affectant plus de 100 millions de personnes dans le monde. Le rythme de la remunicipalisation connaît en outre une accélération marquée, puisque le nombre de cas a doublé sur la période 2010-2015 par rapport à la période 2000-2010. De nouveaux cas de remunicipalisation sont intervenus depuis la publication de la version anglaise du livre en avril, aussi bien en France que dans des pays comme l'Inde (fin du contrat de gestion privée à Mysore), où la gestion privée de l'eau est déjà entrée dans les difficultés malgré son caractère relativement récent. L'élection récente, dans de nombreuses villes espagnoles dont Madrid et Barcelone, de municipalités progressistes, ayant à leur programme la fin de la privatisation de l'eau, augure peut-être d'une vague prochaine de remunicipalisations dans ce pays.

"La publication de la version française de notre livre a une grande importance symbolique, car la France a longtemps été le bastion de la gestion privée de l'eau", explique Satoko Kishimoto, du Transnational Institute, principale éditrice de l'ouvrage. "La France est aussi le pays d'origine des plus grandes multinationales du secteur. Mais, récemment, elle est devenue l'epicentre d'une vague globale de remunicipalisation de ce service public." L'édition française de l'ouvrage inclut une préface par Célia Blauel, nouvelle présidente d'Eau de Paris, le service d'eau remunicipalisé de la capitale française, et du réseau européen des opérateurs publics de l'eau, Aqua Publica Europea. Il contient également un chapitre intitulé sur la remunicipalisation de l'eau dans la métropole de Nice, cinquième ville de France, qui a pris effet il y a quelques mois.

Malgré une pression continue des institutions financières internationales, de la Commission européenne et de certains gouvernements, les élus locaux et les citoyens choisissent de plus en plus souvent de tourner la page de la privatisation de l'eau. Ils le font non seulement en raison des accès et des fausses promesses des entreprises privées, mais aussi et surtout parce que la construction d'un service public de l'eau démocratique et responsable leur apparaît comme la meilleure solution pour faire face aux défis financiers, sociaux et environnementaux de la gestion de l'eau et de l'impératif d'assurer le droit humain à l'eau.

"La remunicipalisation offre l'opportunité de construire des services publics de l'eau de qualité, socialement et écologiquement soutenables, pour le plus grand bénéfice des générations actuelles et futures. Autant d'enjeux qui ne relèvent qu'une attention très limitée de la part des opérateurs privés de l'eau, qui se soucient avant tout de la profitabilité", ajoute Anne Le Strat, ancienne adjointe au maire de Paris et cheville ouvrière de la remunicipalisation de l'eau dans la capitale française en 2010. "Les opérateurs publics de l'eau joignent de plus en plus leurs forces, au sein d'un même pays et par-delà les frontières, pour se soutenir mutuellement et partager leur expertise afin de rationaliser le droit humain à l'eau pour tous."

Les auteurs - Transnational Institute, Unité internationale de recherches sur les services publics (Université de Greenwich), Observatoire des multinationales, Municipal Services Project, Fédération syndicale européenne des services publics, France Eau Publique, Aqua Publica Europea.